



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET

Culture - Convention cadre de mise à disposition institutionnelle avec l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14727 du 28 juin 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé et renforcé la convention de partenariat avec l'Institut National de l'Audiovisuel (INA), initiée en 2012. Cette convention pérennise le financement par l'INA de deux postes de consultation multimédias, permettant ainsi aux usagers du réseau des médiathèques d'accéder aux archives audiovisuelles de l'INA. Le Centre National du Cinéma est également associé à ce dispositif en ouvrant au grand public la consultation des archives cinématographiques qu'il conserve.

Avec un espace « *Mémoires de la Télévision et de la Radio* », le projet Cinéma de la médiathèque centrale donnera une meilleure visibilité à ce partenariat : fonds sur l'histoire de la télévision et des médias, postes de l'Inathèque et proposition d'ateliers collectifs grâce à la proximité d'une salle de projection équipée, sur les volets formation et éducation aux images et aux médias.

Le renforcement de la politique de valorisation des archives de l'INA nécessite de passer une nouvelle convention qui en précisera les modalités pratiques et financières.

A partir de 2019, il est ainsi proposé de renforcer la coopération avec l'INA au-delà du réseau des médiathèques, en mettant en œuvre les actions suivantes :

- Organisation de 3 à 6 séances annuelles estampillées INA dans des lieux et manifestations emblématiques de la vie culturelle de la Métropole. Cela permettra une communication plus visible tout en touchant un public au-delà des usagers des médiathèques. En 2019, les trois structures concernées seraient le musée Fabre, le musée Lattara-Henri Prades, le MoCo. Le coût moyen de chaque séance hors médiathèques pour les droits et prestations liés à l'INA est variable selon le type de document diffusé (intégrale ou compilation d'extraits).
- Communication d'archives INA sur les réseaux sociaux de la Métropole (Facebook, Twitter) : partage d'extraits rares et/ou inédits issus d'namediapro, sans publicité, en lien avec l'actualité de la Métropole. Le coût annuel de 30 extraits d'une durée de 30 secondes chacun est de 3 371, 85 € TTC.
- Les « Jeudis de l'INA » de la Médiathèque Centrale, dont l'organisation est liée à la première convention, sont maintenus. Leur coût s'élève à 800 € pour 4 séances, destinés à rémunérer les intervenants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre l'Institut national de l'Audiovisuel et Montpellier Méditerranée Métropole
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Guy BARRAL, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe 1
- annexe 2
- convention cadre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.